Forest Carbon Partnership Facility (FCPF) Readiness Mechanism Readiness Preparation Proposal (R-PP) External Review Template (interim, January 10, 2011, from Program Document FMT 2009-1, Rev. 5)

Review of R-PP of Cameroon Reviewer: Canada, Union Européene, France (AFD) et République du Congo (Lead) Date of review: October 20, 2012

La R-PP présentée par le Cameroun reflète un travail certain de réflexion et de concertation. L'approche par zones agro-écologiques qui en résulte paraît innovante et un point fort de cette R-PP.

Autre atout du Cameroun : le mécanisme FLEGT. Une véritable complémentarité existe entre les deux processus et la REDD+ pourrait davantage s'inspirer encore des processus de concertation à l'efficacité éprouvée dans FLEGT.

La R-PP présente une approche intersectorielle qui devra faire l'objet d'une attention particulière lors de la mise en œuvre.

La R-PP ne fournit pas suffisamment d'éléments expliquant le montant très important du budget qui de ce fait, peut paraître excessif. Il serait intéressant à ce titre que la R-PP présente une synthèse des activités REDD+ financées (financements en cours ou prévus) par d'autres programmes et d'autres projets, y compris en termes de formation de personnel. Un tel panorama permettrait d'assurer une bonne complémentarité des activités financées par le FCPF avec les autres programmes en cours, en évitant les doublons.

Composante	Evaluation
1a	Partiellement atteint
1b	Partiellement atteint
1c	Partiellement atteint
2a	Conforme
2b	Conforme
2c	Conforme
2d	Conforme
3	Conforme
4a	Partiellement atteint
4b	Partiellement atteint
5	Non conforme
6	Partiellement attaint

Standards to be Met by R-PP Components

Component 1. Organize and Consult

Standard 1a: National Readiness Management Arrangements:

The cross-cutting nature of the design and workings of the national readiness management arrangements on

REDD, in terms of including relevant stakeholders and key government agencies beyond the forestry department, commitment of other sectors in planning and implementation of REDD readiness. Capacity building activities are included in the work plan for each component where significant external technical expertise has been used in the R-PP development process.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Le dispositif organisationnel décrit dans le R-PP, pour la préparation à la REDD garantit la participation de différentes parties prenantes. Il s'appui sur une approche multi-acteurs et multidisciplinaire. Les partenaires du secteur public, secteur privé et de la société civile pourront aborder en toute quiétude, des questions sectorielles et des questions transversales en relation avec REDD. Le pays a également développé un chronogramme pour l'opérationnalisation des structures pour la mise en œuvre du mécanisme y compris le développement des capacités aux niveaux national et local pour l'amélioration de l'expertise.

Il n'est pas clair comment la stratégie REDD+ s'intégrera dans le plan général de développement du pays (DSCE) ainsi que dans le plan national d'adaptation récemment lancé. Il serait utile de préciser quel organe central a la responsabilité de coordonner les questions REDD+ à l'échelle du pays et de s'assurer de leur prise en compte au sein d'autres initiatives de planification. Quels sont les prérogatives du comité de pilotage en ce qui concerne le mainstreaming de REDD+? Comment s'organise la coordination ministérielle? et quel est le mode de prise décision au niveau du Comité de pilotage?

Il y a un travail à faire sur le nombre des membres du Comité de pilotage : le nombre est **incohérent :** 21 membres sont présentés dans la composante 1.a. mais l'on en dénombre 17 (hors vice-président et président) page 113 ; Il n'y a pas une représentativité des femmes, contrairement a ce que la R-PP souligne (p.10) que les femmes seront représentées dans le Comité. On note également, en considérant leur diversité (Cf. p.11, §3.b), une sous représentativité des populations autochtones, laissé à une personne. Ce constat est valable également pour le secteur privé. Un rééquilibrage de la composition du comité paraîtrait souhaitable.

Le R-PP remplit partiellement les exigences de ce standard

Standard 1b: Information Sharing and Early Dialogue with Key Stakeholder Groups:

The R-PP presents evidence of the government having undertaken an exercise to identify key stakeholders for REDD-plus, and commenced a credible national-scale information sharing and awareness raising campaign for key relevant stakeholders. The campaign's major objective is to establish an early dialogue on the REDD-plus concept and R-PP development process that sets the stage for the later consultation process during the implementation of the R-PP work plan. This effort needs to reach out, to the extent feasible at this stage, to networks and representatives of forest-dependent indigenous peoples and other forest dwellers and forest dependent communities, both at national and local level. The R-PP contains evidence that a reasonably broad range of key stakeholders has been identified, voices of vulnerable groups are beginning to be heard, and that a reasonable amount of time and effort has been invested to raise general awareness of the basic concepts and process of REDD-plus including the SESA.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Un nombre important d'ateliers de sensibilisation ont été réalisés pour sensibiliser et informer des représentants des administrations et des communautés locales sur le processus REDD+, ce qui a aidé à affiner l'identification des parties prenantes locales a ce processus au Cameroun, la finalité étant d'encourager une participation effective de tous les acteurs susceptibles de contribuer au développement du mécanisme REDD+.

Une présentation des participants (statuts, fonctions) de chaque atelier, ainsi que les considérations soulevées lors de ces ateliers serait souhaitable

Il pourrait être utile de préciser comment les participants consultés ont été identifiés/sélectionnés, en particulier les participants aux ateliers d'écriture. Dans quelle mesure l'expérience du processus FLEGT a-t-elle été intégrée ? Il pourrait être intéressant de s'inspirer des structures de consultation mises en place dans le cadre du processus FLEGT dans le cadre de la démarche REDD+. Un atelier de clôture de la R-PP mériterait sans doute d'être organisé.

Le R-PP prévoit également des sensibilisations et de larges campagnes d'information qui commenceront pendant la première année de construction de la stratégie (2013). Elles seront par la suite accompagnées par les consultations (dont le CLIP) au niveau local (à partir de mi-2013 jusqu'à la fin de l'année 2015). De décembre 2011 à mars 2012, Cependant, les informations sur la distribution géographique (agro-écologique) seraient utiles, par exemple le nombre des ateliers organisés aux niveaux des zones agro-écologiques. Il reste à savoir si le nombre des ateliers organisés est suffisant par rapport à l'étendue et la diversité socio-culturelle du pays.

Le R-PP est conforme aux exigences de ce standard

Standard 1c: Consultation and Participation Process

Ownership, transparency, and dissemination of the R-PP by the government and relevant stakeholders, and inclusiveness of effective and informed consultation and participation by relevant stakeholders, will be assessed by whether proposals and/or documentation on the following are included in the R-PP (i) the consultation and participation process for R-PP development thus far3 (ii) the extent of ownership within government and national stakeholder community; (iii) the Consultation and Participation Plan for the R-PP implementation phase (iv) concerns expressed and recommendations of relevant stakeholders, and a process for their consideration, and/or expressions of their support for the R-PP; (v) and mechanisms for addressing grievances regarding consultation and participation in the REDD-plus process, and for conflict resolution and redress of grievances.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Le« Plan de communication » annexé au document ne fournit pas d'éléments sur les modalités d'exécution de ce plan : déploiement dans le temps, calendrier avec échéances précises, attribution des responsabilités.

Comme mentionné dans la section précédente, l'absence de compte-rendu ou de synthèse détaillée des ateliers fait défaut pour évaluer le processus de consultation et le degré d'adhésion des pouvoirs publics et des parties prenantes au niveau national.

Les mécanismes de recours et de procédures de règlement des différends sont insuffisamment abordés.

_

³ Did the R-PP development, in particular the development of the ToR for the strategic environmental and social assessment and the Consultation and Participation Plan, include civil society, including forest dwellers and Indigenous Peoples representation? In this context the representative(s) will be determined in one of the following ways: (i) self-determined representative(s) meeting the following requirements: (a) selected through a participatory, consultative process; (b) having national coverage or networks; (c) previous experience working with the Government and UN system; (d) demonstrated experience serving as a representative, receiving input from, consulting with, and providing feedback to, a wide scope of civil society including Indigenous Peoples organizations; or (ii) Individual(s) recognized as legitimate representative(s) of a national network of civil society and/or Indigenous Peoples organizations (e.g., the GEF Small Grants National Steering Committee or National Forest Program Steering Committee).

La R-PP note qu'« aucune consultation n'a été réellement faite auprès des peuples autochtones pour avoir leur consentement dans le cadre du processus REDD+ » (p.26)

Le budget proposé est particulièrement élevé, en particulier concernant les consultations. Une précision des activités à mener, dans leur contenu et dans leur séquençage, serait utile. Le R-PP devrait démontrer davantage de réalisme à cet égard.

Le R-PP remplit partiellement les exigences de ce standard

Component 2. Prepare the REDD-plus Strategy

Standard 2a: Assessment of Land Use, Forest Law, Policy, and Governance:

A completed assessment is presented that: identifies major land use trends; assesses direct and indirect deforestation and degradation drivers in the most relevant sectors in the context of REDD-plus; recognizes major land tenure and natural resource rights and relevant governance issues; documents past successes and failures in implementing policies or measures for addressing drivers of deforestation and forest degradation; identifies significant gaps, challenges, and opportunities to address REDD; and sets the stage for development of the country's REDD strategy to directly address key land use change drivers.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

L'analyse présente un portrait assez complet des principales dynamiques affectant l'aménagement du territoire, les politiques en place et les enjeux de gouvernance. Le document fournit une présentation intéressante des politiques forestière, environnementale, agricole, minière et énergétique mais pas d'analyse de leurs résultats ou des difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre.

« L'insuffisance de communication et de coordination interministérielle » est mentionnée comme raison de « l'attribution de 28 permis d'exploration miniers et pétroliers a l'intérieur de 12 aires protégées » (p37). On pourrait donc s'attendre à ce que la R-PP développe davantage la question de la coordination entre ministères et de la cohérence des politiques sectorielles (voir commentaires composante 1a).

Les dysfonctionnements dans l'application des politiques sectorielles ne sont mentionnés que pour le secteur forestier. Il pourrait être utile de les décrire également pour l'agriculture ou les mines afin de préciser les points de vigilance à avoir pour une cohérence entre ces politiques sectorielles en matière de lutte contre la déforestation

Les différentes études prévues dans le but d'affiner la compréhension des facteurs de dégradation des forêts et de déforestation ainsi que celles portant sur la gouvernance et le cadre législatif seront instrumentales dans la définition d'une stratégie REDD+au Cameroun. Il pourrait être utile de grouper certaines études (comme par exemples sur les facteurs de déforestation) afin de réduire les frais de consultants, ainsi que de fournir une ébauche de TdRs en annexe.

La prévision des options stratégiques permettant d'atteindre le développement tout en respectant les politiques et stratégies d'utilisation des terres constitue également un atout pour la résolution des conflits entre les différents utilisateurs de l'espace forestier et la réduction de la pression sur les ressources forestières.

Le R-PP remplit partiellement les exigences de ce standard

Standard 2.b: REDD-plus strategy Options:

The R-PP should include: an alignment of the proposed REDD-plus strategy with the identified drivers of deforestation and forest degradation, and with existing national and sectoral strategies, and a summary of the emerging REDD-plus strategy to the extent known presently, and of proposed analytic work (and, optionally, ToR) for assessment of the various REDD-plus strategy options. This summary should state: how the country proposes to address deforestation and degradation drivers in the design of its REDD-plus strategy; a plan of how to estimate cost and benefits of the emerging REDD-plus strategy, including benefits in terms of rural livelihoods, biodiversity conservation and other developmental aspects; socioeconomic, political and institutional feasibility of the emerging REDD-plus strategy; consideration of environmental and social issues; major potential synergies or inconsistencies of country sector strategies in the forest, agriculture, transport, or other sectors with the envisioned REDD-plus strategy; and a plan of how to assess the risk of domestic leakage of greenhouse benefits. The assessments included in the R-PP eventually should result in an elaboration of a fuller, more complete and adequately vetted REDD-plus strategy over time.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Le R-PP hiérarchise les causes directes et indirectes de la déforestation et de la dégradation des forêts, ce qui constitue une étape importante pour la prioritisation des activités à mener pour la mise en œuvre du Plan National REDD.

L'approche proposée par zone agro-écologique paraît particulièrement riche et cohérente avec la diversité écologique et culturelle du Cameroun et avec le processus de décentralisation souhaité.

La question de la réforme foncière est cruciale afin d'assurer la prise en compte des droits des populations locales et le partage équitable des ressources. Il semble donc important que le processus REDD+ appuie autant que possible la révision de la législation foncière. A ce propos, des indications plus précises des moyens envisagés seraient la bienvenue.

Les projets pilotes présentés constituent une illustration intéressante des projets à promouvoir. Il serait toutefois intéressant de préciser leurs besoins de renforcement et selon quelles modalités afin de mieux comprendre le budget important qui est proposé de leur allouer.

Les potentiels économiques et sociaux de la REDD+, l'évaluation de l'efficience de chaque option stratégique par zone agro-écologique, l'analyse des coûts et bénéfices de la REDD+ feront l'objet d'études ; la R-PP fournit par conséquent, dans l'état actuel, peu d'informations sur les modalités de prise en compte des risques environnementaux et sociaux.

La R-PP ne fournit pas de plan d'évaluation des risques de fuite intérieure.

La complémentarité soulignée avec la mise en œuvre du processus FLEGT dans le cadre de la gestion durable des ressources forestières et de la gouvernance est la bienvenue. Un encadré rappelant les principales étapes et caractéristiques du processus FLEGT en cours au Cameroun permettrait au lecteur moins familier avec ce processus.

Le R-PP est conforme aux exigences de ce standard

Standard 2.c: REDD-plus implementation framework:

Describes activities (and optionally provides ToR in an annex) and a work plan to further elaborate institutional arrangements and issues relevant to REDD-plus in the country setting. Identifies key issues involved in REDD-plus implementation, and explores potential arrangements to address them; offers a work plan that seems likely to allow their full evaluation and adequate incorporation into the eventual Readiness Package. Key issues are likely to include: assessing land ownership and carbon rights for potential REDD-

plus strategy activities and lands; addressing key governance concerns related to REDD-plus; and institutional arrangements needed to engage in and track REDD-plus activities and transactions.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Le R-PP, contient une description suffisante des questions en rapport avec la mise en œuvre du mécanisme REDD+ ainsi qu'un cadre et le plan de travail pour les adresser.

Le Cameroun s'est engagé dans la révision des lois forestière et foncière. Des aménagements devraient néanmoins être proposés pour répondre aux enjeux de la mise en œuvre de la REDD+. Davantage de détails pourraient être donnés sur les éléments d'intégration de REDD+ au sein de ces deux lois et sur l'approche méthodologique suivie pour intégrer ces éléments. De plus, étant donné que l'intégration de la problématique REDD+ dans les autres politiques sectorielles se fera dans le cadre de l'aménagement du territoire, il serait utile de connaître le calendrier, les arrangements institutionnels et le processus qui sera suivi.

L'idée d'un système de péréquation pour le partage des bénéfices au niveau de REDD+ est intéressante. Au regard de l'importance de la question du partage des bénéfices, les modalités de fonctionnement et de mise en œuvre de ce système de péréquation doivent être approfondis, en particulier, comme mentionné dans la R-PP, du point de vue juridique.

Il est essentiel de prendre en compte les leçons tirées d'expériences de partage des bénéfices et de gestion des revenus issus de services environnementaux. Une réflexion plus approfondie sur certains critères nécessaires à la mise en œuvre de tels mécanismes pourraient compléter la description. De plus, il n'est pas fait mention du coût de création et gestion de tels mécanismes au niveau local et national ainsi que des besoins en termes de renforcement de capacité. Un calendrier d'un an pour la mise en place d'un mécanisme de gestion des bénéfices et un mécanisme de partage des revenus parait bien ambitieux.

Le R-PP est conforme à ce standard

Standard 2.d: Social and Environmental Impacts during Readiness Preparation and REDD-plus Implementation:

The proposal includes a program of work for due diligence for strategic environmental and social impact assessment in compliance with the World Bank's or UN-REDD Programme's safeguard policies, including methods to evaluate how to address those impacts via studies, consultations, and specific mitigation measures aimed at preventing or minimizing adverse effects. For countries receiving funding via the World Bank, a simple work plan is presented for how the SESA process will be followed, and for preparation of the ESMF.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Les Termes de référence de l'EESS constituent une bonne base de départ. Ils pourraient toutefois davantage s'inspirer de l'expérience de l'APV-FLEGT et reprendre davantage d'éléments issus d'expériences camerounaises en matière de suivi d'impacts environnementaux et sociaux.

La conformité aux sauvegardes du FCPF, aux principes et critères de l'ONU-REDD et au CCBA est mentionnée mais il n'est pas fait référence aux sauvegardes de Cancun.

Cette partie gagnerait à être mise en regard des options stratégiques présentées en 2b. Un tableau des impacts positifs et négatifs, sociaux et environnementaux, possibles des options stratégiques pourrait

par exemple être proposé

Le chapitre ne donne pas suffisamment d'information sur la future mise en œuvre de l'EESS, en particulier sur le rôle des administrations décentralisées et de la société civile.

Qu'entend-on par l'EIE étant actuellement « défaillante »? Quelles sont les leçons à tirer pour la mise en place de l'EESS ?

Le document intègre entre l'évolution des principaux facteurs sous-jacents de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Le R-PP est conforme au standard

Component 3. Develop a Reference Level Standard 3: Reference Level:

Present work plan for how the reference level for deforestation, forest degradation (if desired), conservation, sustainable management of forest, and enhancement of carbon stocks will be developed. Include early ideas on a process for determining which approach and methods to use (e.g., forest cover change and GHG emissions based on historical trends, and/or projections into the future of historical trend data; combination of inventory and/or remote sensing, and/or GIS or modeling), major data requirements, and current capacity and capacity requirements. Assess linkages to components 2a (assessment of deforestation drivers), 2b (REDD-plus strategy activities), and 4 (MRV system design).

(FCPF and UN-REDD recognize that key international policy decisions may affect this component, so a stepwise approach may be useful. This component states what early activities are proposed.)

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

La description du plan d'action pour l'établissement d'un scénario de référence est claire et identifie la marche à suivre, les besoins en termes de collecte de données et de renforcement de capacité. Une approche pour le développement d'un scenario de référence qui prend en compte la déforestation et la dégradation des forêts ainsi que les efforts de conservation et d'augmentation des stocks de carbone à l'échelle nationale et les facteurs d'ajustement nationaux en fonction des projections de développement.

Des précisions sont nécessaires, par exemple sur les processus autres que la déforestation puisque des activités de réduction de la dégradation, de gestion durable et de boisement sont envisagées.

Le document fournit une présentation des données existantes et des méthodologies possibles mais ne présente pas le choix méthodologique qui a été retenu pour le calcul du stock et des flux de carbone. Il ne prend pas non plus en compte la mise à disposition dans le futur de nouvelles données, comme par exemple, celles qui seront fournies par l'antenne satellite du Gabon (la convention de mise à disposition des données par Astrium a pourtant été signée en juin 2012).

Pour ce qui est des données permettant d'établir les facteurs d'ajustement, il est fait mention uniquement des études qui seront conduites dans le cadre de la composante 2a. Il serait intéressant d'analyser les limites des données existantes.

Un plan de travail et un calendrier de développement du scénario de référence devraient être donnés.

Les capacités existantes devraient davantage être détaillées et les différents projets de renforcement de capacités présentés pour chacun des organismes mentionnés (par exemple, dans un tableau décrivant pour chaque organisme, les activités prévus et les budgets déjà alloués). Cela faciliterait la compréhension des besoins en renforcement de capacité et permettrait d'éviter les doublons.

Le R-PP est conforme à ce standard.

Component 4. Design a Monitoring System Standard 4a: Emissions and Removals:

The R-PP provides a proposal and workplan for the initial design, on a stepwise basis, of an integrated monitoring system of measurement, reporting and verification of changes in deforestation and/or forest degradation, and forest enhancement activities. The system design should include early ideas on enhancing country capability (either within an integrated system, or in coordinated activities) to monitor emissions reductions and enhancement of forest carbon stocks, and to assess the impacts of the REDD-plus strategy in the forest sector.

The R-PP should describe major data requirements, capacity requirements, how transparency of the monitoring system and data will be addressed, early ideas on which methods to use, and how the system would engage participatory approaches to monitoring by forest—dependent indigenous peoples and other forest dwellers. It should also address independent monitoring and review, involving civil society and other stakeholders, and how findings would be fed back to improve REDD-plus implementation. The proposal should present early ideas on how the system could evolve into a mature REDD-plus monitoring system with the full set of capabilities.

(FCPF and UN-REDD recognize that key international policy decisions may affect this component, so a staged approach may be useful. The R-PP states what early activities are proposed.

Reviewer's assessment of how well R-Plan meets this standard, and recommendations:

Le R-PP annonce le développement d'un système de suivi du couvert forestier et de l'utilisation des terres ainsi que le développement du système de suivi du carbone dans tous les réservoirs identifiés (sol, biomasse aérienne, litière, etc.).

Les types et sources d'informations nécessaires pour la conception d'un système intégré de mesure, de notification et de vérification des changements du déboisement et/ou de la dégradation des forêts ainsi que des activités d'enrichissement des forêts ont été également identifiés. Un chronogramme des activités pour cette composante a été également développé.

Le rôle des communautés locales et de la société civile mérite d'être plus approfondi dans le document. Il est également important d'assurer l'intégrité des acteurs impliqués dans le processus de collecte et de traitement des données, en particulier au niveau local. La question de l'indépendance du suivi et de la revue mériterait d'être plus détaillée dans le document.

Il est important de préciser quels mécanismes d'accès et de révision de l'information seront disponibles et à quels niveaux ces mécanismes seront gérés. Les outils mis en place devront être accessibles par l'ensemble des parties prenantes.

Le standard est partiellement atteint

Standard 4b: Other Multiple Benefits, Impacts, and Governance:

The R-PP provides a proposal for the initial design and a workplan, including early ideas on capability (either within an integrated system, or in coordinated activities), for an integrated monitoring system that includes addressing other multiple benefits, impacts, and governance. Such benefits may include, e.g., rural livelihoods, conservation of biodiversity, key governance factors directly pertinent to REDD-plus implementation in the country.

(The FCPF and UN-REDD recognize that key international policy decisions may affect this component, so a staged approach may be useful. The R-PP states what early activities are proposed.)

Reviewer's assessment of how well R-Plan meets this standard, and recommendations:

Le R-PP prévoit que les co-bénéfices, au même titre que le carbone, feront l'objet d'un mécanisme de Mesurage, de Notification et de Vérification (MRV) dont le montage reviendra a la cellule MRV/Scenario de référence du Secrétariat Technique. Pour suivre ces co-bénéfices, le système de MRV incorporera à terme les éléments de suivi des impacts de la mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+ sur l'environnement et sur le milieu social ainsi que ceux de suivi de la gouvernance de la mise en œuvre de REDD+ au niveau national et de l'évolution des principaux facteurs sous-jacents de la déforestation et de la dégradation des forêts. Pour réaliser le suivi dans le cadre du MRV il est prévu d'utiliser les critères et indicateurs issus de l'EESS qui prennent en compte les droits des parties prenantes à la REDD+, et principalement le droit des communautés locales, des peuples autochtones et des femmes dans la mise en œuvre de la REDD+ (droit d'usage, droit de propriété, etc.). Ces critères et indicateurs seront étoffés par d'autres qui porteront sur la distribution des coûts, la distribution des revenus, la création d'emplois a faible impact sur les émissions de GES, l'accès aux financements, la capacité d'épargne et plus largement l'évolution du niveau de vie des communautés locales et des bénéficiaires des revenus issus de la REDD+

Davantage d'éléments pourraient être apportés concernant le type de co-bénéfices qui seront suivis, l'échelle à laquelle les impacts seront mesurés (locale, régionale, nationale) et en particulier les parties prenantes susceptible d'être responsables de la collecte et de l'analyse des données par type de co-bénéfices.

La question particulière du suivi et de la vérification des mécanismes de distribution des bénéfices et de partage des revenus n'est pas abordée dans le document. Il serait utile de mettre la question du MRV, et en particulier des volets partage des bénéfices et des revenus en perspective avec les efforts de lutte contre la corruption, notamment dans le cadre du plan d'action anti-corruption du MINFOR et du processus FLEGT.

Le budget proposé est encore relativement imprécis (ligne vide sous renforcement des capacités, coût nul pour la mise en place du système de sauvegarde des données, ce qui parait irréaliste, pas de distinction faite entre MRV carbone et co-bénéfices).

Le paragraphe p. 102 sur le renforcement des capacités universitaires pour la comptabilisation du carbone devrait figurer dans la partie 4a.

Dans la section a, les aspects environnementaux sont insuffisamment traités et plus généralement, il aurait été intéressant d'avoir des exemples d'indicateurs qui pourraient être utilisés ou des projets existants sur lesquels on pourrait s'appuyer en terme de mesure et de suivi socio-environnemental.

Dans la section b, la question de la bonne gouvernance paraît être un co-bénéfice de la REDD+ alors que la gouvernance constitue plutôt une condition nécessaire à la REDD+.

Les objectifs du système de suivi gagneraient à être davantage précisés : il devrait permettre de mesurer les risques potentiels d'une politique REDD+ *et* les co-bénéfices.

Le R-PP remplit partiellement les exigences de ce standard

Component 5. Schedule and Budget

Standard 5: Completeness of information and resource requirements

The R-PP proposes a full suite of activities to achieve REDD readiness, and identifies capacity building and financial resources needed to accomplish these activities. A budget and schedule for funding and technical support requested from the FCPF and/or UN-REDD, as well as from other international sources (e.g., bilateral assistance), are summarized by year and by potential donor. The information presented reflects the priorities in the R-PP, and is sufficient to meet the costs associated with REDD-plus readiness activities identified in the R-PP. Any gaps in funding, or sources of funding, are clearly noted.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Le R-PP présente le budget et le calendrier des financements.

La formulation des activités et des sous activités dans le tableau présenté à la composante 5 a besoin d'être révisée. Par exemple le volet n'est pas une activité et "Options stratégique de REDD+ " n'est pas une sous-activité. Il reste à vérifier aussi si le budget est réaliste.

Le budget estimé est bien au-dessus des ressources disponibles. Un travail de rationalisation des postes de dépenses les plus importants est indispensable. De plus, il serait utile de mettre en évidence dans le tableau l'écart entre budget prévisionnel et ressources nécessaires.

Au regard d'un tel écart, il est essentiel d'indiquer quel type de piste de financement supplémentaire pourrait être poursuivie, ainsi que sous quels délais et conditions.

- Il faudrait présenter les autres sources de financement disponibles pour combler la différence
- L'élaboration de tableaux présentant les activités déjà financées par d'autres projets et bailleurs permettrait de clarifier ces besoins financiers.

Une hiérarchisation des besoins par importance et par degré d'urgence est également nécessaire.

Le R-PP remplit partiellement les exigences de ce standard

Component 6. Design a Program Monitoring and Evaluation Framework

Standard 6: The R-PP adequately describes the indicators that will be used to monitor program performance of the Readiness process and R-PP activities, and to identify in a timely manner any shortfalls in performance timing or quality. The R-PP demonstrates that the framework will assist in transparent management of financial and other resources, to meet the activity schedule.

Reviewer's assessment of how well R-PP meets this standard, and recommendations:

Le R-PP prévoit le développement d'un manuel de suivi et d'évaluation qui permettra la collecte des informations sur l'avancement du processus. Un plan de suivi a été également développé.

Les indicateurs sont d'ordre général, et pour le résultat « co-bénéfices de REDD+ évalués », aucun indicateur n'est fourni et le moyen de vérification est sans doute insuffisant pour apprécier la qualité de ce résultat. Globalement, les indicateurs présentés ne paraissent pas permettre l'identification en temps utile des difficultés résultant de retards éventuels, ni celles liées à une qualité insuffisante.

La matrice de suivi mériterait d'être beaucoup plus détaillée et préciser: les objectifs généraux, les activités détaillées correspondant à ces objectifs, les indicateurs (autant que possible) quantitatifs, les résultats attendus et un calendrier plus précis

La mise en place d'un système de reporting des partenaires de la mise en place de la stratégie REDD+ (administrations décentralisées, ONGs, communautés locales,...) au Secrétariat technique est essentiel.

La programmation d'une évaluation à mi-parcours et d'une évaluation finale est la bienvenue. Il serait important de préciser si ces évaluations seront effectuées par une tierce partie et quel processus sera

mis en place pour assurer la prise en compte des résultats de ces évaluations.

Le R-PP remplit partiellement les exigences de ce standard